



**Clémence Léobal** CNRS-Lavue,  
Mosaïques, France  
[clemence.leobal@gmail.com](mailto:clemence.leobal@gmail.com)

### **Résister aux démolitions en Guyane française**

Bien que située en Amérique du Sud, la Guyane est une collectivité de la nation française où sont appliquées les lois de France. De nombreux conflits urbains et des démolitions des maisons en bois, dites « habitat spontané » y ont lieu, occasion d'une opposition entre l'urbanisation accélérée d'une ville amazonienne et des normes européennes sur l'urbanité.

Dans certaines villes guyanaises, le taux de maisons jugées illicites est estimé à 2/3 de la ville. C'est le cas de Saint-Laurent-du-Maroni, la seconde ville du pays (qui ne compte que 45000 habitants, mais connaît des taux de croissance allant jusqu'à 3,5% par an, du fait de la forte natalité). Des opérations de démolitions y sont menées par les autorités depuis environ quarante ans. Les premières d'entre elles appelées « résorptions de bidonvilles », et étaient effectuées dans le cadre de lois françaises forgées pour démolir les bidonvilles nord-africains et portugais en France hexagonale. Plus récemment, des démolitions ont été effectuées dans le cadre de dérogations au droit de l'urbanisme, voire dans l'illégalité : le droit du logement et des expropriations n'était pas toujours appliqué par des autorités peu respectueuses des habitants souvent peu francophones, et peu familiers du droit, dans cette postcolonie aux hiérarchies marquées.

J'analyse les mobilisations du droit de l'urbanisme dans ce contexte sud-américain, régi par la France, à la fois par les pouvoirs publics et par les personnes expulsées souhaitant se défendre. Comment le droit français est-il mobilisé par les habitants qui revendiquent un relogement ou une indemnisation ? Comment les politiques nationales sont-elles appliquées de manière différentielle voire dérogatoire en Guyane par les pouvoirs publics ?

**Mots-clés** : démolitions, bidonvilles, droit de l'urbanisme, Guyane, postcolonial

### **Resist demolitions in French Guiana**

Although located in South America, French Guiana is a French district where the laws of France are applied. Many urban conflicts and demolitions of wooden houses, called "spontaneous housing" take place there. It reflects an opposition between the accelerated urbanization of an Amazonian city and European standards on urbanity.

In some French cities, the rate of houses deemed illegal is estimated at 2/3 of the city. This is the case of Saint-Laurent-du-Maroni, the second largest city in the country (which has only 45,000 inhabitants, but has growth rates of up to 3.5% per year, due to the high birth rate). Demolitions have been carried out by the authorities for about forty years. The first of these called "resorptions of shantytowns" were carried out under French laws initially aimed at demolishing the North African and Portuguese slums in mainland France. More recently, demolitions have been carried out

following derogations from the law of town planning, or even in an illegal manner : the law of housing and expropriations was not always implemented by authorities disrespectful of the inhabitants often not French-speaking, and unfamiliar with the law, in this postcolony with marked hierarchies. I will analyze the mobilizations of urban planning law in this South American context, governed by France, both by the public authorities and by the expelled persons defending themselves. How is French law mobilized by residents who claim relocation or compensation? How are national policies applied differentially or even derogatory in Guyana by the public authorities?

**Keywords**: demolition, shantytowns, urbanism law, French Guiana, postcolony



**David Amalric**

EHESS, CEMS Labex TEPSIS,

France

[david.amalric@gmail.com](mailto:david.amalric@gmail.com)

**La favela, l'occupation et le quilombo : trois modalités de la résistance urbaine face aux politiques de rénovation et de déplacements forcés dans la région portuaire de Rio de Janeiro**

À partir d'une recherche de terrain portant sur les mobilisations collectives récentes des habitants de la région portuaire de Rio de Janeiro, nous tentons de décrire comment se superposent différentes modalités de réappropriation et d'occupation des quartiers centraux de la ville. Nous nous intéressons en particulier à trois de ces modalités (la favela, les occupations urbaines et le quilombo), qui forment la toile de fond des activités revendicatives et le support historique des discours contestataires au sein de la région portuaire. La favela d'abord, comme installation par auto-construction sur des terrains et reliefs difficilement constructibles et en réponse à l'exclusion urbaine, est associée à une histoire de lutte contre les déplacements forcés (remoções) qui se trouve réactivée à l'occasion des mobilisations à partir de 2011 contre la démolition d'une partie de la favela de Providência. Ensuite, plusieurs occupations urbaines ont été initiées depuis le début des années 2000 par des mouvements de mal-logés, profitant de l'abandon de nombreux immeubles administratifs et installations portuaires et constituant une forme d'appropriation revendicative des espaces de la ville. Enfin, les quilombos, communautés autonomes issues du rassemblement d'esclaves marrons, constituent tantôt une référence symbolique pour les mouvements évoqués ici, et tantôt le contenu d'une revendication précise, puisque c'est le statut juridique de « communauté issue d'un quilombo » qui est demandé et obtenu en 2005 par les habitants des abords de la place Pedra do Sal, située dans le quartier portuaire de Saúde. Dans un contexte de rénovation urbaine, la coexistence singulière dans la région portuaire de ces différentes modalités d'appropriation de la ville permet de réinterroger dans sa complexité et sa diversité le concept de droit à ville : celui-ci n'est pas seulement l'objet d'une revendication, mais il est directement exercé, à travers ces différentes façons d'habiter et d'occuper l'espace urbain qui viennent alimenter un imaginaire de la résistance urbaine.

**Mots-clés:** Occupations, mobilisations collectives, favela, quilombo, droit à la ville, habitat précaire, mouvements de mal-logés, déplacements forcés, rénovation urbaine, Rio de Janeiro.

**Favela, occupation and quilombo : three modalities of urban resistance against renovation policies and forced displacements in Rio de Janeiro's port area**

Based on a field research on the recent collective mobilizations in the port area of Rio de Janeiro, we attempt to describe the overlap and interaction of different modalities of reclaiming and occupying the central neighbourhoods of the city. Three of these modalities retain more specifically our attention (favela, urban occupations and quilombo), appearing to be the background of protest activity in the port area and providing a historical basis to the contentious speech of protesters. Favelas at first, considered as the settlement through self-building on non-constructible areas in response to urban exclusion, are bound to a history of fight against forced displacements, which was reenacted as of 2011 in the mobilizations against the demolition of part of the Providência favela. Secondly, many of the abandoned port installations and administration buildings have been turned into urban occupations in the early 2000s by homeless collectives, creating a form of reclaiming of urban space. Finally, the quilombos, former maroon autonomous communities, constitute alternately a symbolic reference for various urban resistance movements, and the substance of a precise claim, as the juridical status of « quilombo remainders community » was obtained in 2005 by the inhabitants of the surrounding streets of « Pedra do sal » square, in the neighbourhood of Saúde. In the context of urban renovation, the singular coexistence, in the port area, of these different forms of city appropriation and reclaiming allows us to question in its complexity and diversity the concept of right to the city : besides being



COLLOQUE INTERNATIONAL - SEMENARIO INTERNACIONAL

**HABITER LES VILLES LATINO-AMÉRICAINES**  
**HABITAR LAS CIUDADES LATINOAMERICANAS**

**17-18** ECOLE NATIONALE  
SUPÉRIEURE  
D'ARCHITECTURE,  
PARIS-VAL DE SEINE  
(E N S A P V S)  
OCT. 2019

only a claim or a slogan, it is directly exercised through these different ways of inhabiting and occupying urban space, ways that also feed the imaginary of urban resistance.

**Keywords:** Occupations, collective mobilizations, favela, quilombo, right to the city, precarious housing, homeless movements, forced displacements, urban renovation, Rio de Janeiro.

**Alice Bezerra De Mello Moura**

Université du Québec en Outaouais (UQO), Gatineau, Québec, Canada.

[alicebmm@gmail.com](mailto:alicebmm@gmail.com)**Les déplacements forcés dans la contemporanéité et les enjeux du rapport entre les populations marginalisées et l'État : le cas du Loteamento São Francisco (Brésil).**

Le régime démocratique brésilien présente de nombreuses ambiguïtés. Alors que le Brésil est la septième puissance mondiale en matière d'indices économiques, c'est l'un des pays ayant le plus d'inégalités sociales au monde (Schwarcz et Starling, 2015). Les droits fondamentaux d'une grande partie de la population ne sont pas respectés. Même si le droit au logement est prévu dans la constitution, le déficit de logements s'élève à 6,3 millions d'unités en 2018 (Pinheiro et Informações, 2018). Il existe donc une faiblesse dans la sécurité d'occupation, qui fait partie du droit au logement. Cela aggrave la situation de logement des populations marginalisées, qui sont davantage exposées aux déplacements forcés faits par l'État (parfois en liaison avec des initiatives privées). Les déplacements forcés constituent donc un des reflets de l'absence de politique publique de logement au Brésil.

Notre intention dans cette communication est d'élargir la conception de l'action politique des populations marginalisées. Ce travail est basé sur une enquête anthropologique menée entre 2012 et 2015 auprès des familles de Loteamento São Francisco à Pernambuco, qui ont vu leurs maisons être démolies à cause des travaux effectués pour la Coupe du monde de football 2014. Nous avons vérifié que les personnes communément considérées comme inactives politiquement produisent d'autres stratégies d'action politique dans leur vie quotidienne qui ne se limitent pas à la participation à des organismes non gouvernementaux (ONG) ou à des mouvements sociaux. Cette communication aura deux objectifs : analyser les stratégies mobilisées par les habitants face à un État générant des insécurités et examiner les nuances des effets de l'enregistrement de l'État dans leur vie quotidienne. Cette analyse permet de faire avancer la réflexion sur les déplacements forcés contemporains, un phénomène qui aggrave les inégalités sociales dans plusieurs pays d'Amérique latine.

**Mots-clés** : déplacements forcés ; logement ; Amérique latine ; anthropologie.

**Forced displacement in contemporary times and the complexities of the relationship between marginalized populations and the State: the case of Loteamento São Francisco (Brazil).**

The Brazilian democratic regime has many ambiguities. While Brazil is the world's seventh largest economy, it is also one of the world's most unequal countries (Schwarcz and Starling, 2015). The fundamental rights of a large part of the population are not respected. Although the right to housing is indicated in the constitution, the housing deficit amounts to 6.3 million units in 2018 (Pinheiro et Informações, 2018). There is therefore a weakness in security of tenure, which is part of the right to housing. This worsens the housing situation of marginalized populations, who are more vulnerable to forced displacement realized by the State (sometimes in connection with private initiatives). Forced displacement is consequently a reflection of the lack of public housing policy in Brazil.

Our intention in this communication is to broaden the conception of the political action of marginalized populations. This work is based on an anthropological research carried out between 2012 and 2015 among the families of Loteamento São Francisco in Pernambuco, who saw their houses demolished because of the works done for the 2014 FIFA World Cup. We verified that the people considered as politically inactive produce other strategies of political action in their daily lives that are not limited to participation in non-governmental organizations (NGOs) or social movements. This communication will have two objectives: to analyze the strategies mobilized by the inhabitants vis-a-vis a State generating insecurities and to examine the nuances of the effects of the State in their daily life. This analysis advances thinking about contemporary forced



COLLOQUE INTERNATIONAL - SEMENARIO INTERNACIONAL

**HABITER LES VILLES LATINO-AMÉRICAINES**  
**HABITAR LAS CIUDADES LATINOAMERICANAS**

**17-18** ECOLE NATIONALE  
SUPÉRIEURE  
D'ARCHITECTURE,  
PARIS-VAL DE SEINE  
(E N S A P V S)  
**OCT. 2019**

displacement, a phenomenon that aggravates social inequalities in several Latin American countries.

**Keywords:** forced displacement; housing; Latin America; anthropology.



**Gustavo Nagib**

Universidade de São Paulo, Brésil; LADYSS, France

[guganagib@gmail.com](mailto:guganagib@gmail.com)

**L'agriculture urbaine militante et le droit à la ville à São Paulo**

La ville est un espace de conflits découlant des intérêts contradictoires d'une forme d'organisation et de reproduction sociale plutôt inégale. De cette manière, penser la ville à travers les pratiques militantes nous permet d'élargir les discussions sur le droit à la ville. Plus récemment, l'agriculture urbaine a également acquis une expression militante et ses fondements idéologiques offrent une dimension contestatrice de l'ordre socio-spatial actuel, en se révélant une alternative possible aux crises urbaines. Cet article traitera de « l'agriculture urbaine militante » à São Paulo (Brésil) où, depuis 2010, se sont matérialisées des expériences, sous la typologie des jardins partagés, susceptibles d'insérer cette activité dans le débat contemporain sur le droit à la ville. Dans une perspective plus large, cet article vise également à contribuer aux études inter et multidisciplinaires sur l'agriculture urbaine.

**Mots-clés :** Agriculture urbaine ; militantisme ; droit à la ville ; jardin partagé ; São Paulo.

**Urban agriculture as activism and the right to the city in São Paulo**

The city is a space of conflicts arising from the contradictory interests of a rather unequal form of social organization and reproduction. In this way, thinking about the city through the activist practices allows us to broaden discussions about the right to the city. More recently, urban agriculture has also acquired an activist expression and its ideological foundations offer a contesting

dimension of the current socio-spatial order, revealing themselves as a possible alternative to urban crises. This article will question "urban agriculture as activism" in the city of São Paulo (Brazil) where, since 2010, the materialized experiences, under the typology of community gardens, may include this activity in the contemporary debate about the right to the city. In a broader perspective, this article also aims to contribute to the inter and multidisciplinary studies on urban agriculture.

**Keywords:** Urban agriculture; activism; right to the city; community garden; São Paulo.



**Claudio Pulgar Pinaud**  
EHESS, CRH, GGH-TERres,  
France  
[cpulgar@uchile.cl](mailto:cpulgar@uchile.cl)

### **La ville néolibérale au Chili post-désastres: entre résistances, résiliences et synergies de vulnérabilité**

Cet article propose d'analyser, dans un contexte de profonde néolibéralisation, les formes de production de la ville et plus particulièrement le rôle des acteurs sociaux organisés, des mouvements sociaux urbains et les différentes actions de résistance et résilience dans une période de post-désastre. En portant l'attention sur les mobilisations et en abordant la dimension spatiale de l'action collective.

Depuis 1975, au Chili, le modèle néolibéral s'ancre profondément dans la société avec des impacts visibles sur les villes ainsi que sur l'action publique et les acteurs sociaux. Notre point de départ est l'analyse de la ville néolibérale, y compris les politiques urbaines et de logement des dernières décennies, pour appréhender la politique de reconstruction après le séisme de 2010. Nous faisons l'hypothèse que le séisme a servi de détonateur aux mouvements sociaux urbains en recomposition, dans un contexte de néolibéralisme avancé. Nous examinerons le processus de mobilisation et de résistance en insistant sur la dimension spatiale de l'action collective et en prenant l'exemple de deux mouvements de pobladores au niveau national. Ce processus peut être appréhendé comme une illustration des résistances des mouvements sociaux et d'émergence de contre-modèles de la ville post-néolibérale juste.

Les situations de désastres socio-naturels sont très souvent analysées à travers le concept de résilience. Notre proposition ici est de soumettre cette approche à la discussion et de la compléter par la notion de résistance, à partir des actions, mobilisations, propositions et projets émancipatoires des mouvements de pobladores surgis à partir du tremblement de terre de 2010.

Le processus d'installation et d'enracinement du néolibéralisme et ses résultats socio-économiques ont agi comme un stimulateur synergique des effets de la catastrophe. On propose de parler de "synergies de vulnérabilité" : « les modèles sociaux et économiques adoptés ont généré des risques de catastrophe qui, associés à l'augmentation des vulnérabilités particulièrement notable dans certaines régions du monde, ont amplifié de façon exponentielle les effets des menaces naturelles ».

Nous proposons dans cet article d'analyser les actions de ces mouvements à partir du cadre de la justice spatiale et de discuter du conflit latent entre l'approche en termes de justice distributive et en termes de justice procédurale. La justice distributive met l'accent sur les résultats de la structure sociale et institutionnelle qui détermine des modèles distributifs, que ce soit en termes de biens, de revenus, de ressources, ou de positions. Quant à l'action des mouvements sociaux, elle s'inscrit dans le cadre de la justice spatiale procédurale. Ces mouvements, par leur résilience et

leurs résistances, ont produit socialement et quotidiennement une autre ville, par des processus d'autogestion. En même temps, ils relèvent des politiques publiques (tout en les subvertissant) et pénètrent les institutions, en intervenant dans le champ de la justice distributive. Ainsi, ils ne délaissent aucun des deux champs de la justice spatiale. Nous voyons ici à l'œuvre la dialectique de la justice spatiale, dans le sens où le social produit le spatial et le spatial reproduit le social. Les propositions de Lefebvre, à propos de la production sociale de l'espace (Lefebvre, 1974), demeurent pertinentes et nous pouvons les opposer aux effets de près de quarante ans de néolibéralisme, en utilisant la perspective de la justice spatiale comme grille d'analyse.

La méthode proposée pour mener à bien cette analyse est l'observation participante, réalisée au cours d'un



travail de terrain entre 2008 et 2018. De plus, nous avons utilisé différentes sources d'information : l'actualité (presse et réseaux sociaux) et la littérature scientifique, ainsi que des documents produits par les acteurs sociaux eux-mêmes.

**Mots clés :** Mouvements sociaux urbains, ville néolibérale, reconstruction, justice spatiale et droit à la ville

### **The neoliberal city in post-disaster Chile: between resistance, resilience and vulnerability synergies**

This article proposes an analysis of forms of production of the city in a profoundly neo-liberal setting and more specifically, the role of organized social actors, urban social movements and the various actions of resistance and resilience in a post-disaster period. In focusing on the mobilization efforts and by addressing the spatial aspect of collective action.

Since 1975, a neo-liberal model has been firmly anchored in Chilean society with visible impacts on the cities as well as on government action and social actors. Our starting point is the analysis of the neo-liberal city, including the urban development and housing policies of recent decades, to grasp in this context the reconstruction policy following the 2010 earthquake. We would postulate that the earthquake served as a catalyst for the urban movements in recomposition, in an advanced neo-liberal setting. We will examine the mobilisation and resistance process by stressing the spatial aspect of the collective action and using the two national pobladores movements as an example. This process can be understood as an illustration of the social movements' resistance and the emergence of counter-models for a post-liberal just city.

Socio-natural disasters are very frequently analyzed through the concept of resilience. Our proposal here is to open this approach to discussion and to complete it with the concept of resistance, based on actions, mobilizations, proposals and emancipatory plans of the pobladores movements that arose starting with the 2010 earthquake.

The process of installation and entrenchment of neoliberalism and its socio-economic outcomes acted as a synergistic stimulator of the effects of the disaster. It is proposed to speak of "vulnerability synergies": "the social and economic models adopted have generated disaster risks which, coupled with the particularly significant increase in vulnerabilities in some parts of the world, have magnified exponentially the effects of the natural threats."

In this article, we propose to analyze the actions of these movements using a spatial justice framework and discussing the latent conflict between the approach in terms of distributive justice and in terms of procedural justice. Distributive justice accentuates the outcomes of the social and institutional structure, which determines unfair distributive models whether of goods, incomes, resources or jobs. Moreover, action by social movements is part of the extension of procedural

spatial justice. Through their resiliency and resistance, these movements have produced this other city on a daily basis through self-management processes. At the same time, they are part of public policy (by subverting it) and they penetrate institutional policy by playing in the field of distributive justice. Thus, they do not neglect either field of action, casting themselves in both. We see in this conflict a spatial justice dialectic in the sense that the social produces the spatial and the spatial reproduces the social. Lefebvre's proposals, especially regarding the social production of space (Lefebvre, 1974), remain relevant and we can compare them to the effects of nearly forty years of neoliberalism by using the perspective of spatial justice as a tool for analysis.

The method proposed for successfully completing this analysis is participatory observation, carried out over the course of fieldwork that took place from 2008 to 2018. In addition, we have used various sources of information: current events (press and social networks) and research literature, as well as documents produced by the social actors themselves.

**Keywords:** Urban social movements, neoliberal city, reconstruction, spatial justice and right to the city